

Pétrole et gaz du Canada—Loi

notre balance commerciale et de créer des emplois. Selon le gouvernement, ce sont les Américains qui paieront la taxe à l'exportation, mais en réalité, ce sont les Canadiens qui casqueront. Ce que je veux démontrer cependant, c'est que ces prix sont fixés par un gouvernement qui se dit partisan de la libre entreprise, alors que ses décisions sont celles d'un gouvernement totalitaire.

Non seulement le gouvernement a imposé une taxe à l'exportation du gaz naturel, mais il a de plus imposé une taxe à la tête du puits. Il n'est donc pas étonnant de voir les investissements canadiens quitter le pays par millions de dollars. Aucun homme d'affaires n'investira de l'argent dans de pareilles conditions. Même si les hommes d'affaires réalisent d'intéressants profits en dépit de toutes ces taxes, ils risquent de voir un jour leurs investissements nationalisés. Le gouvernement est en train de détruire les principes mêmes qui ont présidé à l'édification de l'économie de notre pays, et cela sous le couvert de la canadienisation alors qu'il s'agit en réalité de nationalisation.

Mais lorsque les députés et les journaux, d'un océan à l'autre, signalent les effets néfastes de la politique du gouvernement, le ministre refuse de les croire. Il nous déclarait aujourd'hui que pas un seul travailleur ontarien n'avait perdu son emploi. J'ai pris la parole récemment dans une petite ville au nord de North Bay; une femme m'y a informé que son fils avait perdu son emploi. Et de un. Même dans cette déclaration, le ministre se trompe. Des travailleurs reviennent en Ontario parce qu'ils ont été licenciés en Alberta. Comment le ministre peut-il ainsi déclarer à la Chambre que pas un seul Ontarien n'a perdu son emploi par suite de la politique énergétique du gouvernement? C'est de la folie furieuse.

Le ministre ajoute que personne n'a été mis à pied en Alberta. Croit-il donc que les Canadiens soient assez stupides pour abandonner leur travail en plein cœur de l'hiver et ainsi perdre l'occasion de gagner un bon salaire? Tout est jaune aux yeux de celui qui souffre de jaunisse, je suppose. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a pris la résolution de ne pas voir les faits car ils iraient à l'encontre de ses conclusions. Il déclare donc que personne n'a perdu son emploi. Jusqu'où un ministre de la Couronne peut-il pousser le ridicule? Le bill actuel n'est que le précurseur d'une législation qui ira beaucoup plus loin et cela nous effraie vivement.

• (1650)

Si le gouvernement fédéral tâchait de savoir comment l'industrie s'est développée, il apprendrait peut-être quelque chose et il lui serait peut-être possible alors d'élaborer une politique qui lui permette de faire la même chose pour le Canada.

L'industrie pétrolière de l'Alberta ne s'est pas développée du jour au lendemain. Ce n'est pas par pur hasard que l'industrie albertaine fournit en pétrole et en gaz une grande partie du pays. Il a fallu mettre sur pied une politique précise capable d'attirer les investisseurs. Il y a de nombreuses années, avant même l'apparition du premier puits de pétrole, l'Alberta supplia l'Est, le gouvernement fédéral et la Banque du Canada de l'aider à mettre en valeur ses ressources, mais en vain. Elle se tourna donc vers l'Angleterre et la France, mais elle n'obtint rien d'elles non plus. Elle demanda finalement de l'aide aux États-Unis qui, eux, étaient intéressés. Des Américains vinrent donc en Alberta et dépensèrent des millions de dollars pour creuser des milliers de puits secs avant de découvrir le gise-

ment de Leduc. Ils savaient qu'il y avait du pétrole et qu'ils avaient des chances sérieuses de rentrer dans leurs frais tôt ou tard.

A ce moment-là, comme le climat était propice, les gens investissaient leur argent. Le gouvernement n'investissait pas, mais il appliquait une politique équitable qui permettait aux sociétés qui trouvaient du pétrole d'en conserver une certaine partie, quitte à ce que le reste soit vendu au meilleur frais aux autres sociétés. Avant d'investir, les sociétés savaient à quoi s'attendre. Voilà pourquoi nous avons aujourd'hui une industrie, du gaz, du pétrole et une caisse du Patrimoine. Ce n'est pas l'effet du hasard, monsieur l'Orateur, mais le fruit de politiques de libre entreprise. Les milieux industriels connaissaient la politique du gouvernement et ne craignaient pas la nationalisation.

La Saskatchewan a été plus lente que l'Alberta à agir, mais comme l'a signalé le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) il y a quelques jours, l'ancien premier ministre, le très honorable Tommy Douglas, s'est décidé un jour à attirer les sociétés pétrolières en leur offrant une part équitable. C'est ainsi que l'industrie pétrolière s'est implantée en Saskatchewan. Les sociétés ne veulent rien de plus qu'une part équitable. Elles ne cherchent pas du tout à échapper à l'impôt.

J'ai été très étonné d'entendre le premier ministre déclarer l'autre jour que c'étaient les taxes qui forçaient les sociétés de forage à fuir l'Alberta. Ce n'est pas pour cette raison qu'elles quittent le pays, monsieur l'Orateur, c'est parce qu'elles ont peur d'être nationalisées. Il faut bien qu'elles survivent. Si le gouvernement a l'intention de mettre le grappin sur des bénéfices justement mérités, les compagnies vont tout simplement aller chercher ailleurs de meilleures conditions.

Le ministre peut bien sourire et se moquer de moi. Il ne pourra pas se comporter de la même façon en présence de ceux qui auront perdu leur emploi—comme les travailleurs de Fort McMurray, où tout va mal à cause de la politique énergétique du gouvernement. Le ministre prétend négocier. Il sait pertinemment que ce n'est pas le cas. Le gouvernement fédéral n'a fait qu'une offre au gouvernement de l'Alberta; c'était l'offre initiale et c'est la seule offre globale qu'il ait faite.

M. Lalonde: Nous en avons fait cinq.

M. Taylor: Les autres offres étaient partielles et le ministre le sait très bien.

M. Lalonde: Et l'Alberta, combien d'offres a-t-elle faites?

M. Taylor: Le ministre a agi délibérément, en pleine connaissance de cause. Il savait que les Albertains rejeteraient les conditions de la première offre. C'était une offre globale. Depuis, il n'y en a plus eu. Ça le ministre le sait. Il ne s'est plus agi que d'offres partielles.

Si j'avais l'intention de vendre ma propriété et que je commençais par vendre ma maison aujourd'hui pour dire ensuite, une fois la maison vendue, que je désire également vendre le terrain sans mentionner le prix demandé, j'aurais du mal à trouver preneur. Or c'est exactement ce que fait le gouvernement canadien. Monsieur l'Orateur, personne n'accepterait de conclure un marché aussi absurde. Pourtant, c'est précisément ce que fait le gouvernement canadien vis-à-vis du gouvernement de l'Alberta. Le gouvernement a répété maintes et maintes fois à la Chambre qu'il voulait bien négocier avec l'Alberta, mais que celle-ci s'y refusait. Cela est absurde,